

23 septembre :
TOU-TE-S EN GRÈVE



L'an passé encore, l'École a été soumise à rude épreuve et les personnels ont terminé l'année dans un état de fatigue rarement atteint. Les rentrées se succèdent et les difficultés s'accroissent. Cette année, Blanquer annonçait "une rentrée la plus normale possible", sauf que la normalité du ministre n'est pas la nôtre et que, sur le terrain, ce que nous constatons, c'est le chaos :

- Dans le Tarn et ailleurs, des postes d'enseignant.es, d'AESH, d'AED, ... ne sont pas pourvus, compromettant l'accès, le suivi et la scolarité des élèves. Il est difficile de trouver du personnel pour assurer ces fonctions privées de reconnaissance, de considération, empreintes de précarité.
- Les effectifs sont à nouveau surchargés, avec des classes à 30 élèves dans le primaire et au collège, au-delà au lycée. Ces conditions d'enseignement ne permettent pas un accompagnement bienveillant et adapté des élèves, elles participent à l'épuisement des personnels, elles sont contraires aux mesures que devrait nécessiter la situation sanitaire.
- De nouvelles exigences sont imposées aux enseignant.es du lycée, contraint.es, avec le passage au contrôle continu, d'établir à la hâte et sous la pression des chartes d'évaluation. La succession de mesures inadaptées imposées par le Ministre conduit à l'épuisement des personnels qui sont chargés d'en assurer la mise en place. Le bac annoncé va creuser les inégalités en faisant éclater le cadre national.
- Dans le primaire, les besoins nécessaires aux décharges de direction font défaut : les moyens annoncés ont été revus à la baisse, des décharges sont assurées par du personnel non titulaire avec charge aux écoles de les former. La loi Rilhac en préparation, visant à transformer les directeurs-trices en supérieur-es hiérarchiques, est non seulement une réponse inadaptée, mais encore une mesure qui va dégrader les conditions de travail dans les équipes. Il s'agit d'un nouveau passage en force, qui fait fi des revendications des personnels sur le terrain.

– La gestion calamiteuse de la situation sanitaire conduit, cette année encore, à des conditions de travail pourvoyeuses de maltraitance et pour les élèves et pour les personnels. Le port du masque est encore obligatoire, avec tous les problèmes qu’il pose, à l’intérieur et dans certains cas à l’extérieur. Le passe sanitaire nécessaire dans certains lieux a pour conséquence une réduction, voire une annulation, de sorties pédagogiques, réduisant l’accès à la culture qui est une des missions de l’École publique.

– De même, le protocole impose des mesures qui s’avèrent non seulement infaisables mais qui encore heurtent nos consciences : en cas de covid dans une classe, il ne saurait être question d’ “évincer” des élèves, de les trier, de porter atteinte à leur droit à l’éducation ; il n’est pas réalisable d’assurer conjointement un suivi en classe pour certain.es, à distance pour d’autres. Dans tous les cas, les “solutions” qui prennent appui sur l’enseignement à distance ne sont pas acceptables : les deux années passées ont montré le désastre auquel il conduit.

– Enfin, contrairement à ce qui est dit, l’obligation vaccinale s’exerce aussi dans l’Éducation nationale, sur certains personnels, PsyEN, les personnels de santé scolaire, et aux personnels affectés en établissements sociaux et médico-sociaux (ESMS). Ces pressions sont inacceptables, elles visent des postes que de précédentes réformes ont déjà tenté de faire disparaître, postes qui se révèlent indispensables notamment dans le contexte actuel.

L’ “école du futur” que Macron est venu présenter à Marseille est une gifle supplémentaire qui nous est infligée dans cette rentrée difficile : elle témoigne d’un mépris de classe à l’encontre des parents et de leurs enfants, à l’encontre de personnels qui tentent de faire leur boulot malgré des conditions effroyables ; elle rend concrètes les orientations et la conception de l’Ecole que promeuvent Macron et son ministre, leur volonté d’importer le modèle du privé dans l’Ecole publique.

RENDEZ-VOUS PLACE DU VIGAN à ALBI à 14H

POUR UN DÉPART EN MANIFESTATION

